



HAL
open science

Un tournant critique des études migratoires ? Réinterroger le lien entre savoir et pouvoir dans la recherche sur les migrations

Thomas Lacroix, Swanie Potot, Camille Schmoll

► **To cite this version:**

Thomas Lacroix, Swanie Potot, Camille Schmoll. Un tournant critique des études migratoires ? Réinterroger le lien entre savoir et pouvoir dans la recherche sur les migrations. 2021. halshs-03371949

HAL Id: halshs-03371949

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03371949>

Preprint submitted on 9 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Un tournant critique des études migratoires ? Réinterroger le lien entre savoir et pouvoir dans la recherche sur les migrations »

Coordination Thomas Lacroix, Swanie Potot, Camille Schmoll

Si les chercheur.es qui se spécialisent dans les études migratoires ont toujours été poussés par certain engagement, ces dernières années, les études migratoires se sont vues interpellées par une actualité particulièrement politisée, les poussant à afficher un positionnement plus affirmé.

Récemment en France, l'invective venue des plus hautes instances de l'Etat consistant à dénoncer une « gangrène islamo-gauchiste à l'Université »¹ illustre le discrédit que la sphère politique entend faire peser sur le monde académique lorsque celui-ci contribue à une réflexion critique vis-à-vis du pouvoir. Dans le même temps, le champ académique est lui-même traversé par des débats qui interrogent le rôle des chercheurs face à leur objet d'étude lorsque celui-ci est en souffrance. Dans quelle mesure les sciences sociales, dont la fonction première est de rendre intelligible le monde, sont-elles légitimes à contribuer au changement social ?

Ce numéro s'inscrit dans un contexte politico-médiatique en pleine effervescence, tout autant que dans un besoin de réflexivité croissant² pour éclairer la relation entre recherche et engagement au sein des « migrations studies ». Il entend ainsi contribuer à renouveler la réflexion sur ce que l'on peut nommer les 'approches critiques' dans les études migratoires. Que signifie adopter un regard critique ? Comment caractériser la majorité des approches contemporaines à l'heure de la criminalisation des migrations ? Peut-on dire que l'on assiste aujourd'hui à leur renouveau ou à leur transformation ?

Qu'entend-on par « critique » ?

Selon l'Organisation internationale des migrations (OIM), depuis 2014 plus de 20 000 personnes ont disparu sur les routes migratoires, dont la moitié en Méditerranée. Depuis les années 90, ce nombre aurait dépassé les 50 000 personnes³ et on ne saura jamais combien de pirogues se sont égarées dans l'Atlantique en tentant de rejoindre les Canaries ni combien de nageurs sans-papier auront essayé de traverser la Manche avant d'y sombrer. Ce qui est certain, c'est que ces chiffres ne font pas honneur aux politiques migratoires des pays riches. Quiconque mène aujourd'hui des travaux sur les migrations ne peut occulter le caractère létal du passage des frontières pour une part grandissante de personnes en exil. Avant même d'arriver aux portes de l'UE ou des États-Unis, de nombreux travaux documentent l'extrême violence des parcours migratoires à travers l'Afrique, l'Amérique Centrale ou

¹ Voir « Comment l'islamo-gauchisme gangrène les universités », Le Figaro, 12/02/2021

² dont témoigne, entre autres, la création de groupes de travail sur la réflexivité au sein du réseau Imiscoe et de l'Institut Convergences Migrations.

³ <https://missingmigrants.iom.int/>

l'Asie. Les enlèvements, le travail forcé, la prostitution, le racket sont des maux que toute personne sensée ne peut que déplorer.

Regretter cette situation fait-elle de vous un chercheur critique ? Dans un contexte où la migration est devenue synonyme de tragédie, l'engouement pour les études migratoires s'est souvent accompagné d'une posture dite critique, revendiquée par certains auteurs, sans toutefois toujours préciser ce qui est entendu par ce terme. Il apparaît aujourd'hui que ce mot renvoie à des perspectives qui peuvent se trouver fort éloignées les unes des autres.

Depuis la *sociologie critique* de Pierre Bourdieu, l'usage de ce terme s'oppose aux travaux se définissant à travers la neutralité axiologique. Tandis que ces derniers seraient susceptibles, grâce à la méthode scientifique, de prendre suffisamment de distance avec leurs objets de recherche pour les traiter comme des *choses*, au sens de Durkheim, à-même d'être décrites de manière objective, en vue de fournir des « théories explicatives puissantes » (Boudon, 2002, p. 153), la posture critique remplirait également une autre fonction, « celle d'identifier des mal-fonctionnements ou des pathologies dans la société », voire de proposer d'intervenir sur celle-ci pour la transformer (De Munck, 2011). Pour Luc Boltanski et Eve Chiappello, cette critique se déclinerait le long d'un gradient allant de la critique radicale des fondements d'un système institutionnel ou social à la critique corrective qui propose des ajustements sans remettre en cause ses fondamentaux (Boltanski et Chiappello 2011). Les approches critiques peuvent avoir des visées transformatives diverses, du réformisme à la révolution (Noiriel, 2010). Explorer les mécanismes sous-jacents de la domination sociale est l'une des principales voies ouvertes par la posture critique.

Mais si ce bref rappel permet de comprendre la visée évaluative et transformatrice de l'approche critique, il ne suffit pas à distinguer les multiples tendances qui se dégagent parmi ses promoteurs (voir, par exemple, Zussman *et. al.*, 2007, Keucheyan, 2011). Car envisager les postures critiques soulève de nombreuses questions : celles de la diversité des modes d'action et de la capacité -ainsi que de la volonté- des chercheurs à peser dans le débat et sur le changement social. Se pose également la question des relations entre les chercheur.es et le monde des exploité.es/subalternes, celle du lien entre recherche et émancipation/empowerment ; celle de leurs relations avec la société, les élites politiques, le monde des médias, le monde du militantisme, en deux mots celles de la relation entre savoir et pouvoir.

Par extension, la critique s'exerce sur les conditions mêmes de la production du savoir et des hiérarchies implicites qui affectent le jugement des chercheurs. L'analyse critique qui cible les objets de la recherche (rapports de domination, État, politique) se retourne dès lors dans un mouvement réflexif en critique interne des rapports de forces qui traversent l'exercice de la recherche. A l'heure où les études migratoires sont identifiées comme champ scientifique institutionnalisé, plusieurs études en relèvent les principales institutions et auteurs (Lacroix 2020, Pisarevskaya et al 2020), tout

en écartant les voix considérées comme non significatives. Et ce d'autant plus que la tentation est forte de recourir à cet instrument contemporain de mesure de la scientificité, à savoir les citations dans des articles scientifiques, qui a pour effet de reléguer les auteurs qui ne s'expriment pas par les canaux massivement accessibles de la littérature internationale anglophone (Pisarevskaya et al 2020). Que devient la critique lorsque la course au rendement scientifique étouffe ces voix mineures et en particulier les chercheur.es des universités du « Sud » ? La « critique » dans les études migratoires revêt dès lors différentes formes, ciblant à la fois les impasses politiques et leurs effets sur les migrants, mais aussi les conditions de la production scientifique qui obèrent l'émergence d'épistémologies alternatives.

Nous tentons ici d'éclairer le lecteur sur quelques-unes des positions dont se réclament les auteurs dits (par eux-mêmes ou par d'autres) critiques, dans le cadre du renouveau des études migratoires. Quelle est la nature de ces positionnements et par rapport à quoi ou à qui ces chercheurs exercent-ils leur sens critique ? On devine que tous n'apportent pas les mêmes réponses à ces questions. Sans chercher à enfermer des approches dans des catégories trop rigides, nous proposons ici de distinguer trois profils de positionnements critiques, qui renvoient chacun à des rapports entre pouvoir et savoir et à des conceptions de l'autonomie de la science : expert, engagé et académique. Cette mise au point conceptuelle vise à mieux situer les contributions à ce numéro.

Les trois formes de la critique

L'expert : la critique comme correctif politique

Une première forme de critique se retrouve dans les documents produits par ceux que l'on peut qualifier « d'experts ». On est là dans le domaine de ce que Burawoy et d'autres à sa suite ont défini comme *policy sociology* (Burawoy, 2001). Ces auteurs s'adressent en priorité à des organisations étatiques ou internationales en charge de la mise en œuvre des politiques migratoires. Ils adoptent des catégories, des postulats et de cadres conceptuels sur lesquels reposent les politiques publiques (Stierl, 2020), ou en adopte les postulats implicites à l'image du biais sédentariste qui imprègne les politiques liant migration et développement (Bakewell, 2007). Ces chercheurs disposent de leurs propres canaux, tels que les think tank spécialisés sur les questions migratoires (à titre d'exemple, on peut citer : l'ICMPD, le Migration Policy Centre, le Migration Policy Institute, Migration Observatory) ou d'institutions dépendant directement des décideurs politiques (tel l'ISPR), les rapports sollicités par des institutions ou encore les revues lues par les agents des organisations en charge de questions migratoires (la revue de l'OIM, International Migration).

Cette forme critique consiste à relever des manquements des politiques migratoires, aussi morbides soient-ils, sans pour autant invalider le modèle de *Migration management* qui préside à ces situations.

Au contraire, leur critique du système vise à améliorer celui-ci : c'est une critique corrective qui est exprimée. Par exemple, on préconise d'accompagner la politique de fermeture des frontières d'un combat plus efficace contre les passeurs, pointés comme les exploiters de la *vulnérabilité* des migrants. Le concept de vulnérabilité agit dès lors comme paravent conceptuel voilant la réalité d'une politique qui participe de la vulnérabilité qu'elle prétend combattre (Bartels, 2017). Ou bien, face aux conditions de vie jugées inhumaines dans certains camps en Grèce ou en Italie, ces auteurs s'insurgent contre les organisations qui les dirigent et exigent la mise en œuvre de camps plus salubres. La polémique soulevée par l'ouvrage de Alexander Betts and Paul Collier l'illustre : tandis que les auteurs relèvent la précarité des conditions de vie des réfugiés, les solutions proposées ne se démarquent pas du schéma officiel de l'UNHCR fondé sur le triptyque « retour, réinstallation, intégration » (Betts et Collier, 2017). Ces experts étant souvent eux-mêmes rémunérés par des programmes financés par les instances qu'ils critiquent, ils restent *in fine* au service de ces institutions. Il s'agit alors d'une critique de l'intérieur visant à perfectionner les instruments d'une politique migratoire qui n'est pas interrogée en elle-même.

Le label « critique » joue ici un double rôle : d'une part il légitime le discours de ceux qui en sont affublés en évacuant le soupçon de complicité fonctionnelle avec leur financeur. La liberté de ton qu'ils semblent employer face à leurs donneurs d'ordre laissent à croire qu'ils adoptent une position distanciée par rapport à leur employeur et seraient donc en droit d'en écrire bien davantage si cela le nécessitait. Sous-entendant que rien ne le justifie, leurs travaux contribuent à circonscrire la critique à des dimensions mesurées, voire cosmétiques. L'identification des « bonnes pratiques » et « bonnes politiques », un classique des travaux menés sous financement européen, va dans le sens de ce type de langage et d'approche.

D'autre part, ce label brouille la démarcation entre chercheurs indépendants et experts institutionnels : reprenant pour partie le vocabulaire d'une critique plus radicale, il désamorce en quelque sorte une mise en question plus globale des modes de gouvernance appliqués aux migrations. Les chercheur.e.s/expert.e.s qui participent de ce mode de production de la connaissance risquent, bien souvent à leur corps défendant, de verser dans les travers de ce que Gérard Noiriel définit comme les « intellectuels de gouvernement » (Noiriel, 2010).

La porosité entre le monde de la recherche et les organisations en charge des politiques migratoires, qui soutiennent volontiers des programmes de recherche universitaires, rend ce brouillage d'autant plus opérationnel. Elle est caractéristique de ces communautés épistémiques qui gravitent entre le monde des organisations internationales, la fonction publique nationale et les milieux universitaires (Haas 1992). Or cette porosité a largement été encouragée par le tournant pris par le financement de la recherche, de plus en plus subordonné aux attentes à court terme des politiques. Cela s'observe par la place croissante prise par les critères dits de « retombées sociétales » au cours de dernières

décennies, introduisant par là un critère de pertinence politique aux côtés du critère de pertinence purement scientifique. Un tournant a été pris à partir de 2015 lorsque les agences nationales en Grande Bretagne, Allemagne ou France ont lancé des appels à projets destinés à éclairer la réponse politique à l'arrivée des réfugiés. En 2016, l'Union Européenne dédie un budget de 11 millions d'euros à la recherche sur les migrations. Il ne s'agit plus d'apporter un regard scientifique sur la mécanique des migrations internationales, mais bien de mobiliser les chercheurs auprès d'entreprises privées dans un but de régulation des flux, à l'image du projet iBorderCtrl destiné à « faciliter des contrôles plus rapides aux frontières de l'Union des migrants issus des pays tiers » (Stierl 2020 : 11). L'importance des financements et appels à expertise nationaux et européens sur les questions migratoires contraste avec la difficulté qu'on les chercheur.es à peser réellement sur les politiques migratoires. Elle en vient à constituer un knowledge/policy gap que certain.e.s chercheur.e.s pointent explicitement (Ruhrs, Tamas, Palme, eds.2019).

Le chercheur engagé : donner à voir les processus de domination

A l'opposé de la critique corrective des experts, un autre discours, à visée plus radicale celle-là, se développe parmi les chercheurs en relation non pas avec les pouvoirs publics, mais avec les milieux associatifs, les collectifs, voire les migrant.es eux-mêmes. Il entend développer un rapport horizontal et organique avec les sujets qui constituent leur objet de recherche, et a des objectifs politiques souvent radicaux (par exemple l'ouverture des frontières). Refusant la distance surplombante qui prévaut souvent à la posture académique, et peut-être inspirés par le développement de la sociologie publique (Burawoy, 2005), des définitions bourdieusienne et foucauldienne de l'intellectuel public – à la fois spécifique et collectif – ou encore d'une vision organique de la pensée critique inspirée par les théories de la multitude (Hardt, Negri, 2004 ; Oslender, 2007), ces chercheurs.e. sont souvent proches de collectifs de soutien aux migrant.es et entendent partager avec eux ou avec les personnes impliquées sur le terrain la construction d'un certain savoir les concernant. Plus que de « *redonner la parole à ceux qui en sont le plus démunis* » (Bourdieu, 1993), ils cherchent à alimenter le monde qu'ils étudient autant que celui-ci ne les nourrit, en participant aux rencontres, meetings, actions, non seulement pour s'approprier des données de terrain mais également pour élaborer avec eux des formes de résistance à la condition migrante. Il s'agit là de recherche engagée non seulement dans ses finalités, mais également dans ses modalités de réalisation. La velléité de contribution au changement social n'est plus seulement portée par la littérature grise produite à l'issue d'une période de terrain ; elle est inhérente à l'implication continue du chercheur sur son terrain.

Si cette tendance, portée jusque dans les années quatre-vingt par un courant neo-marxiste, avait perdu de sa vigueur durant une quinzaine d'années, elle tend aujourd'hui à se renouveler dans un

environnement socio-politique qui la favorise. En effet, le rôle et la place de l'État sont au cœur des enjeux liés aux migrations. Il ne s'agit plus d'étudier comment l'État en vient à classer socialement des individus par les politiques d'intégration qu'il développe mais plutôt d'examiner les effets délétères patents de politiques répressives menées à différents niveaux.

Les politiques publiques et leur mise en œuvre sont les principaux objets de recherche de ce courant, qu'ils soient abordés à travers l'exercice du pouvoir ou les trajectoires de celles et ceux qui le subissent/les contournent. Aux échelles locale, nationale ou internationale, on analyse les catégories administratives par lesquelles on classe les migrants -mettant souvent en cause la rigidité de ces dernières (réfugiés / migrants économiques / dublinés / issus de pays sûrs, etc.)- et les effets performatifs de ces labélisations sur le devenir et les trajectoires des individus. Les atteintes aux droits humains et les logiques d'exclusion et de criminalisation des migrants font l'objet d'examen rigoureux. Les processus de gouvernance et de gestion (management), sont finement analysés et les négociations entre États aux pouvoirs différenciés sont passées au crible. Les nombreux travaux sur l'encampement (Agier et Lecadet, 2014), sur l'externalisation des frontières, sur la violence des politiques migratoires, ou encore sur l'industrie du contrôle (Andersson, 2016 ; Rodier, 2012) et sur l'expulsabilité (De Genova, Peutz, 2010) d'une façon plus générale s'inscrivent dans cette même logique. La question des résistances est également abordée dans ces travaux, qui questionnent l'agentivité (agency) migrante en contexte fortement contraint ou encore l'autonomie des migrations (Mainwaring, 2016 ; Mezzadra and Neilson, 2013). On aborde dans cette veine le rôle des performances (Mekdjian et al. 2014 ; Zwer and Rekecewicz, 2021) et contre-cartographies, la place de l'engagement des chercheurs dans le sauvetage en mer et la solidarité aux frontières (voir *Mediterranea*). Nombre de ces chercheur.es s'engagent dans des formes hybrides de travail, avec des artistes par exemple (*Antiatlas des frontières*⁴) ou comme documentaristes (cf. « Normal » de Nicolas Mai ou « The People Behind the Scene » de Elsa Gomis).

Que des travailleurs de la recherche soient impliqués dans des mouvements politiques ou sociaux n'a rien de nouveau. Ce qui marque le pas aujourd'hui est la volonté de la part d'une partie de ces derniers de ne pas distinguer les deux rôles, celui de chercheur.e et celui de militant.e. Tandis que de nombreux auteurs ont toujours tenu pleinement séparées leur production scolastique de leur engagement sur le terrain -faisant en sorte que leur propos scientifique ne souffre pas d'un manque de crédibilité dû à leurs positions politiques- le statut de chercheur-engagé est aujourd'hui revendiqué par des universitaires qui considèrent que les deux aspects sont indissociables (Casas-Cortes et al., 2015 ; Heller, Pezzani, Stierl, 2019). Il faut ici souligner l'éclectisme des démarches critiques qui inspirent ces travaux, des postures post-marxistes à décoloniales, féministes à anarchistes, etc. Il ne s'agit en

⁴ <https://www.antiatlas.net/>

effet nullement d'un courant de recherche, mais plutôt d'un prisme qui revêt des positionnements divers.

Ces démarches sont source d'innovations tant en matière de processus de récolte des données que de restitution de la recherche, en proposant des alternatives aux articles académiques comme seul mode de production scientifique. Des collaborations se nouent avec des artistes(-migrants) pour mettre en valeur d'autres formes d'expression de ce qu'est la migration dans le monde contemporain. Des documentaires, des films tentent de rendre compte d'une autre manière de ce que le travail de terrain dévoile au chercheur. Il s'agit tout autant de soutenir directement la parole des premiers concernés en contribuant à élaborer avec eux des moyens de se faire entendre, que d'exposer celle-ci au public selon des modalités nouvelles, qui redonnent une certaine humanité à l'idée de migration.

Dans un mouvement assez similaire, de nombreux collectifs mêlant chercheurs engagés et acteurs associatifs ont vu le jour depuis une dizaine d'années. Contrairement aux réseaux professionnels classiques, ces derniers ont pour objectif de mettre les connaissances liées aux migrations au service d'un suivi des effets des politiques publiques, pouvant alimenter une véritable résistance à ces dernières et peser sur l'opinion publique. Des projets développés à l'échelle européenne mettent à disposition du plus grand nombre, sur internet, des données concernant les migrations et leur répression, l'activité de la police aux frontières, le nombre et les conditions des décès, des histoires personnelles de migrants, des cartes commentées, etc. Par exemple, la plateforme en ligne WatchTheMed⁵ et l'institut Forensic Oceanography⁶ (basé à Goldsmith University) cartographient les violences étatiques en Méditerranée. Les enquêtes des chercheurs et leurs compétences en matière de mise en forme des données sont ici mises au service d'une diffusion des connaissances, parfois en temps réel, relatives à la question migratoire. Dépassant l'idée de vulgarisation de la recherche publique, cette publicisation ambitionne de contribuer au débat public et d'influencer les décisions tout autant que d'agir sur le terrain aux côtés d'autres acteurs solidaires des migrants.

Plus proche de la critique scolastique classique, la critique engagée tend à remettre sur le devant le rôle oppressif de l'État et plus généralement de l'ensemble des acteurs qui interviennent dans la gestion des migrations. A la suite de Sayad (1999), de nombreux auteurs considèrent que le rapport aux étrangers permet de mettre au jour une certaine *pensée d'État* qui se dirait de façon plus explicite dans son rapport à l'Autre. C'est le cas de Migreurop⁷, un réseau de militants et chercheurs euro-africains qui publie l'Atlas des migrants en Europe (Migreurop, 2017). Sous-titré une approche critique des politiques migratoires, l'atlas propose un regard plus distancé et plus englobant des politiques migratoires européennes. Il s'accompagne d'une volonté de porter sur le devant de la scène,

⁵ <https://watchthemed.net>

⁶ <https://forensic-architecture.org/category/forensic-oceanography>

⁷ <http://www.migreurop.org/>

au-delà même du monde de la recherche, les aspects délétères des politiques migratoires restrictives passés sous silence par les institutions qui les portent. La visée évaluative et la volonté de contribuer au changement social sont ici assumées par ces chercheur.e.s qui souhaitent « dire la vérité au pouvoir » au nom des opprimés (Noiriel, 2010).

Critique épistémologique / Repenser la frontière et décentrer le global :

Dans une toute autre acception, et comme Karl Popper (1973) l'a bien montré, la critique est au principe même de la dynamique scientifique. Elle est portée par les chercheurs qui s'adressent en priorité aux autres chercheurs par les médiums habituels de l'espace académique : revues spécialisées et ouvrages universitaires. La critique académique s'inscrit dès lors dans un mouvement interne à la construction de la pensée scientifique plutôt que dans une visée de transformation directe du monde, et, pour ce qui nous concerne ici, des politiques migratoires. Les études migratoires s'institutionnalisent en Europe au cours des années 1970 et 1980, tandis que le structuralisme perd sa position dominante sous le feu des approches privilégiant l'agentivité du sujet : études postcoloniales (Bhabha, 2004 ; Appadurai, 1996) dans les années 1980, puis dans les années 1990, études transnationales (Basch et al. 1994), les études sur la mobilité (Sheller et Urry, 2006) ou la circulation migratoire (Ma Mung et al. 1998). Cette période a vu se développer de nombreux travaux valorisant une mobilité exacerbée dans un monde où les frontières auraient eu tendance à s'effacer et les migrants à regagner une certaine autonomie : les migrants sont appréhendés comme des sujets capables de s'affranchir de la tutelle de leurs États (d'arrivée et de départ) pour suivre des parcours dont ils sont les acteurs plutôt que les objets. Se faisant, le transnationalisme se développe aussi comme perspective critique du nationalisme méthodologique qui traverse les sciences sociales, à savoir la tendance à prendre *a priori*, le territoire national comme contenant naturel des rapports sociaux (Wimmer et Glick Schiller 2003 ; Anderson 2020). Les études migratoires se font dès lors critique d'une épistémologie d'État notamment exprimée par la statistique publique et, par effet de contamination, les sciences sociales qui s'y réfèrent. La nationalisme méthodologique, traduction épistémologique de la pensée d'État, occulte de fait tous les processus transnationaux qui débordent les frontières.

Cette perspective se poursuit aujourd'hui en se connectant à une critique décoloniale des conditions de production du savoir. Ces prises de positions reposent sur l'idée que l'émergence et l'expression d'épistémologies alternatives dépendent de la levée de cloisonnements à la fois spatiaux (permettant la rencontre entre des chercheurs issus du Nord comme du Sud), et disciplinaires (ouvrant un dialogue entre sciences sociales et humanités). Le programme Ecotones : Encounters, Crossings, and

Communities⁸ (Thomas Lacroix, Judith Misrahi Barak, Maggi Morehouse), entretient un dialogue interdisciplinaire depuis 2015 sur la notion d'écotone emprunté au vocabulaire des études postcoloniales. Autre initiative itinérante, le Global (De)Centre⁹ (Peggy Levitt et Maurice Krul), qui met en lien chercheurs « du Sud » et « du Nord » dans le but de faire émerger de nouvelles approches critiques des migrations. Un dernier exemple est celui du Migration Leadership Teams, programme de l'International Development Centre¹⁰ (SOAS, Londres) dont l'objectif est de faire émerger un agenda de recherche sur les migrations sortant des cadres Euro-américains. Le programme organise une série d'ateliers au Kenya, en Inde, au Liban, aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Belgique réunissant chercheurs en sciences sociales et en humanités, incluant également acteurs associatifs, migrants ou artistes.

A partir du début des années deux mille, l'approche transnationaliste s'est trouvée de plus en plus contestée : avec les études critique de la frontière, un nouveau courant émerge, signant la fin d'une ère épistémologique qui avait accompagné l'avènement de la mondialisation. Mais, contrairement à ce qui s'était produit trois décennies auparavant, on n'assistait pas à un retour de balancier vers le structuralisme, mais bien plutôt à une autre caractérisation du sujet. Face à la criminalisation grandissante des migrations (Palidda, 1999, Ambrosini 2013), des travaux ont tenté de répondre à la question suivante : que faire de la subjectivité des migrants lorsqu'elle ne s'exprime plus -ou avec difficulté- par la mobilité mais qu'elle est confrontée à la violence des États ou des sociétés ? En lieu et place de la circulation comme entreprise d'émancipation du sujet, l'attention se porte de plus en plus sur la migration comme motif d'une subordination à l'autorité publique, marquant aussi bien les subjectivités que les parcours. Les rapports de domination n'y sont pas seulement pensés entre États ou dans le cadre du lien États-sujets mais également au niveau des relations entre groupes d'origine, de genre, de classes, etc. Dans cette perspective, la voie ouverte par le courant décolonial ainsi que celle, relativement proche, de l'intersectionnalité apportent de nouveaux outils conceptuels aux études migratoires, y compris dans le sens d'une plus grande réflexivité de ces approches sur les conditions de production du savoir. L'approche par le territoire, et la propension à saisir les migrations moins dans leur mouvement que dans leur ancrage socio-spatial, même lorsque celui-ci est temporaire (dans les territoires frontaliers, sur des zones d'attente, dans des camps...), caractérise une autre tendance de ces approches.

Dans cette perspective, les *Critical Borders Studies* semblent opérer une révision paradigmatique qui invite à saisir la question migratoire sous l'angle de la redéfinition de la frontière plutôt que de son

⁸ <https://emma.www.univ-montp3.fr/fr/valorisation-partenariats/programmes-europ%C3%A9ens-et-internationaux/ecotones>

⁹ <https://globaldecentre.org/>

¹⁰ <https://www.soas.ac.uk/lidc-mlt/>

effacement. La notion de frontière, dans ses acceptions politiques mais aussi sociales, est placée au centre de ce qui se présente comme un domaine de recherche émergent. Certains travaux, inspirés par les perspectives ouvertes par des auteurs comme Didier Bigo ou Etienne Balibar, portent, avec une forte inclination comparative, une attention soutenue à ce qui se joue dans les territoires frontaliers, tant du point de vue du déploiement des instruments de l'État -et de leur mise en scène- que de l'implication de différents types d'acteurs sur le terrain, depuis le travail quotidien des policiers jusqu'aux mouvements de solidarité ou de rejet des migrants (Giliberti, 2017 ; Gourdeau, 2018 ; Guenebeaud, 2015 ; Trucco, 2018 ; Babels 2018 ; Tazzioli et Garelli, 2020). D'autres, comme Cuttita (2009), Clochard (2012) ou Paasi (2009) s'attachent à traquer les multiples configurations et à dépasser ce que Parker et Vaughan Williams (2009) ont nommé l'*épistémologie territoriale*, westphalienne, de la frontière (voir aussi Amilhat Szary, 2015). Dans cette évocation de nouvelles spatialités de la frontière, celle-ci est lue comme un processus et ne se cesse de se territorialiser/déterritorialiser/reterritorialiser (Ehin, Berg 2006 ; Tsianos, Hesse, 2009; Clochard *et al.*, 2012; Cuttita, 2012 ; Lafazani, Vaiou, 2011).

Cette perspective écarte définitivement l'idée d'une mondialisation qui effacerait les frontières (et au-delà, l'État-Nation) et met au contraire en exergue la multiplicité de celles-ci aujourd'hui en explorant leurs ramifications juridiques à l'intérieur des territoires nationaux (Duez et Simonneau, 2018 ; Casas-Cortes et al., 2015). Des notions, telles que celle de seuil ou de liminalité, ou d'itinéraires suspendus, fragmentés, viennent alors accompagner la réflexion sur les frontières, introduisant ainsi le point de vue du migrant et son vécu (Collyer, 2010 ; Streiff-Fénart, Segatti, 2011 ; Schmoll, 2014).

Conçues sous cet angle, les *Critical Border Studies* ne se limitent pas à une perspective de science politique ou juridique, elles invitent, sur une base déjà initiée par d'autres (Fassin et Fassin, 2006 ; D'Halluin et Fassin 2007), à saisir la complexité sociale relative aux migrations et à la présence étrangère en articulant les concepts de frontières sociales et de frontières étatiques. Pour certains, l'ambition en est plus vaste puisqu'il s'agit de s'appuyer sur la question migratoire pour saisir le devenir de l'État sous l'effet du capitalisme néo-libéral (Mezzadra et Neilson, 2013).

Ces nouveaux développements de la géographie, de la sociologie et de l'anthropologie politique, en mettant en évidence le caractère pluriel, évolutif et multilocalisé des pratiques politiques et des modes de gouvernement des migrations, nous éloignent de la notion classique d'État, en tant qu'échelle statistique d'observation et principe juridique d'explication des phénomènes migratoires. Ces nouveaux travaux tentent de reconceptualiser l'État (Gill, 2010) et plus généralement le pouvoir, dans une version souvent foucauldienne : les notions de dispositif (Makaremi, 2009; Roulleau-Berger, 2010 ; Lemaire, 2014), de gouvernement humanitaire ou d'humanitarisme (Agier, 2008 ; Fassin, 2013 ; voir

le projet SEXHUM¹¹) et de gouvernementalité sont au cœur de ces approches (De Genova, Peutz, 2010 ; Gill, 2010 ; Fassin, 2011 ; Rea, Crosby, 2016 ; Tazzioli 2014).

Un tournant critique ?

Les trois critiques présentées ici sont, bien entendu, trois idéaux-types qui, dans la réalité se recoupent au grès des trajectoires des chercheur.es et de leurs travaux. Comment ces trois figures s'incarnent-elles aujourd'hui et comment leur contours et objets évoluent-ils ? Il s'agit également d'éprouver la notion de « tournant » critique : en quoi peut-on considérer que le durcissement des politiques migratoires a entraîné une telle évolution ? Quelles en sont les conséquences pour les trois figures évoquées : rapprochement ou éloignement les unes des autres ? Et comment les engagements des chercheurs évoluent-ils selon les moments d'une carrière et les idéologies à la mode ? Il nous semble que ces approches critiques doivent notamment être observées au prisme de tensions contradictoires entre, d'une part, les évolutions du métier de 'migration scholar', avec tout ce que celui-ci implique en termes de précarité, de recherche par projet et de bureaucratisation de la profession : et, d'autre part, l'exigence souvent manifeste dans les études migratoires d'une réflexivité et d'un engagement, dont l'actualité politique rappelle la nécessité aux chercheurs.

Références :

AGIER, M., LECADET, C. (dirs.), 2014, *Un monde de camps*, Paris, La Découverte.

Amilhat-Szary Anne-Laure, 2015, *Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui?* Paris, Presses universitaires de France

Andersson, R. (2016). Europe's failed 'fight' against irregular migration: ethnographic notes on a counterproductive industry. *Journal of ethnic and migration studies*, 42(7), 1055-1075.

Appadurai, Arjun. *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1996.

Bakewell, Oliver. 'Keeping Them in Their Place: The Ambivalent Relationship between Development and Migration in Africa'. IMI Working Papers Series. Oxford: International Migration Institute, 2007.

Balibar Etienne, 1996, « Les frontières de l'Europe », E. Balibar (ed.), *La crainte des masses. Politique et philosophie avant et après Marx*, Paris, Galilée, 381-395

Bartels, Inken. "“We Must Do It Gently.” The Contested Implementation of the IOM's Migration Management in Morocco". *Migration Studies* 5, no. 3 (2017): 315–36.

<https://doi.org/10.1093/migration/mnx054>.

¹¹ <https://sexualhumanitarianism.wordpress.com/>

- Basch, Linda, Nina Glick Schiller, and Cristina Szanton Blanc. *Nations Unbound. Transnational Projects, Postcolonial Predicaments and Deterritorialized Nations States*. New-York: Gordon and Breach, 1994.
- Bhabha, Homi K. *The Location of Culture*. Routledge Classics. London and New York: Routledge, 2004.
- Betts, Alexander, and Paul Collier. *Refuge: Transforming a Broken Refugee System*. London: Penguin UK, 2017.
- Bigo Didier, 1998a, « L'immigration à la croisée des chemins sécuritaires », *Revue européenne des migrations internationales*, 14, 1, 25-46
- Didier Bigo, 1998b, « Sécurité et immigration : vers une gouvernementalité par l'inquiétude ? », *Cultures & Conflits* [En ligne], 31-32 | printemps-été 1998, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 23 mars 2017
- BOUDON R., 2002, « À quoi sert la sociologie? », *Cités*, 2, p. 133–156.
- BOURDIEU P., 1993, *La misère du monde*, Paris, Seuil.
- Boltanski, Luc, et Eve Chiapello. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Tel. Gallimard, 2011.
- Breda, Giulia. '(Co)Développement et Gestion Internationale Des Migrations: Contrôler Le Savoir Pour Savoir Contrôler'. Th. Doct. Sociologie, Université de Côte d'Azur, 2019.
- BURAWOY M., 2005, « For public sociology », *American sociological review*, 70, 1, p. 4–28.
- Caponio, Tiziana, and Maren Borkert. *The Local Dimension of Migration Policymaking*. Amsterdam University Press, 2010.
- CASAS-CORTES M., COBARRUBIAS S., DE GENOVA N., GARELLI G., GRAPPI G., HELLER C., HESS S., KASPAREK B., MEZZADRA S., NEILSON B., 2015, « New keywords: Migration and borders », *Cultural Studies*, 29, 1, p. 55–87.
- Clawson Dan, Zussman Robert, Misr Joya, Gerstel Naomi, Stokes Randall, Anderton Douglas L., Burawoy Michael (eds), 2007, *For public sociology. Fifteen eminent sociologists debate politics and the profession in the twenty-first century*, Berkeley, University of California Press
- De Genova Nicholas, Peutz Nathalie (eds), 2010, *The deportation regime. Sovereignty, Space and the freedom of movement*, Durham, Duke University Press
- D'Halluin E., Fassin D. (2007), 'Critical evidence. The politics of trauma in French asylum policies', *Ethos* 35(3), 300-329.
- DUEZ D., SIMONNEAU D., 2018, « Repenser la notion de frontière aujourd'hui. Du droit à la sociologie », *Droit et société*, N° 98, 1, p. 37-52.
- FASSIN, D., FASSIN, E. (dirs.), 2006, *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*, Paris, La Découverte.
- GILIBERTI L., 2017, « La criminalizzazione della solidarietà ai migranti in Val Roja: note dal campo », *Mondi Migranti. Revista di studi e ricerche sulle migrazioni internazionali*, 2017, 3.
- GOURDEAU C., 2018, « Des communes d'accueil pour les personnes migrantes : Expériences de collaboration entre mairie et collectif citoyen en Normandie et en Bretagne Recherche », Fondation ASL, Fondation de France, Cimade.
- GUENEBAUD C., 2015, « Vivre en voisins à la frontière : Enjeux autour de la présence de migrants sans-papiers dans la ville de Calais », *Belgeo. Revue belge de géographie*, 2.
- Haas, Peter M. 'Introduction: Epistemic Communities and International Policy Coordination'. *International Organization* 46, no. 1 (1992): 1–35.

- Hardt Michael, Negri Antonio, 2004, *Multitude. War and Democracy in the Age of Empire*, New York: Penguin
- Heller, Charles, Lorenzo Pezzani, et Maurice Stierl. « Vers une politique de la liberté de mouvement », *Communications*, vol. 104, no. 1, 2019, pp. 79-93.
- Keusheyen Ramzig, 2010, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, La Découverte
- Lacroix, Thomas. 'Introduction'. In *Penser Les Migrations Pour Repenser La Société*, by Thomas Lacroix, Fathallah Daghami, Françoise Dureau, Nelly Robin, and Yann Scioldo-Zürcher. Migrations. Tours: Presses Universitaires François Rabelais, 2020.
- Mainwaring Cetta, 2016, "Migrant agency: negotiating borders and migration control", *Migration Studies*, 4,3, 289-308
- Ma Mung, Emmanuel, Mohamed Kamel Doraï, Marie-Antoinette Hily, and Frantz Loyer. 'Bilan Des Travaux Sur La Circulation Migratoire. Rapport Final, Commandé Par Le Ministère de La Solidarité et de l'Emploi, Direction de La Population et Des Migrations (DPM)'. Rapport. Poitiers: Centre National De La Recherche Scientifique Cnrs. Migrations Internationales Espaces Et Sociétés Migrinter (Poitiers), 1998.
- Mekdjian, S., Amilhat-Szary, A. L., Moreau, M., Nasruddin, G., Deme, M., Houbey, L., & Guillemain, C. (2014). Figurer les entre-deux migratoires. Pratiques cartographiques expérimentales entre chercheurs, artistes et voyageurs. *Carnets de géographes*, (7).
- MEZZADRA S., NEILSON B., 2013, *Border as Method, or, the Multiplication of Labor*, Duke University Press, Durham and London.
- Migreurop. *Atlas des migrants en Europe. Approches critiques des politiques migratoires*. 3e édition. Paris: Armand Colin, 2017.
- Noiriel, G. (2010). *Dire la vérité au pouvoir: les intellectuels en question*. Paris : Agone.
- Oslender, Ulrich, 2007, "The resurfacing of the public intellectual: towards the proliferation of public spaces of critical intervention", *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, 6, 1, 98-123
- PALIDDA S., 1999, « La criminalisation des migrants », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 129, 1, p. 39-49.
- Pisarevskaya, Asya, Nathan Levy, Peter Scholten, and Joost Jansen. 'Mapping Migration Studies: An Empirical Analysis of the Coming of Age of a Research Field'. *Migration Studies* 8, no. 3 (2020): 455–481.
- Popper Karl, *La logique de la découverte scientifique*, Payot, 1973.
- ZWER Nephys, REKACEWICZ Philippe, 2021, *Cartographies radicales : explorations*, Paris : La Découverte (coll. Dominique Carré)
- Rodier Claire, 2012, *Xénophobie business. A quoi servent les contrôles migratoires ?* Paris, La découverte
- Schmoll Camille, 2015, "Governing Irregular Migration. Policy options and unwanted consequences", in Anna Triandafyllidou (ed.) *Routledge Handbook of Immigration and Refugee Studies*, Routledge, pp. 385-394
- SAYAD A., 1999, « Immigration et "pensée d'Etat" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, p. 5-14.
- Sheller, Mimi, and John Urry. 'The New Mobilities Paradigm'. *Environment and Planning* 38, no. 2 (2006): 207–226.

Stierl, Maurice. 'Do No Harm? The Impact of Policy on Migration Scholarship'. *Environment and Planning C: Politics and Space*, 2020. <https://doi.org/10.1177/2399654420965567>.

TRUCCO D., 2018, « Prendre en charge et mettre à l'écart. La ville, la frontière et le camp à Vintimille

Tazzioli, M., & Garelli, G. (2020). Containment beyond detention: The hotspot system and disrupted migration movements across Europe. *Environment and Planning D: Society and Space*, 38(6), 1009-1027

Houtum van Henk, 2010, "Human blacklisting: the global apartheid of the EU's external border regime" *Environment and Planning D: Society and Space*, 28, 6, 957-976

Williams Jill M., 2016, "The safety/security nexus and the humanitarianisation of border enforcement", *The Geographical Journal*, 182, 27-37

Wimmer, Andreas, and Nina Glick Schiller. 'Methodological Nationalism, the Social Sciences and the Study of Migration: An Essay in Historical Epistemology'. *International Migration Review* 37, no. 3 (2003): 576-610.

Wacquant Loïc, 2001, Entretien « El pensamiento crítico como disolvente de la doxa », *Adef: Revista de Filosofía*, 26-1 (Mai), 129-134, URL : <http://www.homme-moderne.org/societe/socio/wacquant/pensecri.html>